Simulation Action Climat: industrie et commerce



À l’attention de: Négociateurs en chef chargés de l’industrie et du commerce

Objet: Préparatifs pour le sommet Action Climat

Bienvenue au sommet Action Climat. Le secrétaire général des Nations unies vous a invités, ainsi que des responsables de l’ensemble des parties prenantes concernées, à collaborer pour lutter de manière efficace contre le changement climatique. Dans son invitation, le secrétaire général a souligné ce qui suit: «L’urgence climatique est une course que nous sommes en train de perdre, mais que nous pouvons encore gagner. [...] Les connaissances scientifiques les plus fiables [...] nous indiquent que toute hausse des températures supérieure à 1,5 °C causera des dommages sévères et irréversibles aux écosystèmes qui nous permettent de vivre. Mais la science nous dit également qu’il n’est pas trop tard. Nous pouvons y remédier. [...] Il nous faudra toutefois revoir en profondeur tous les aspects de notre société: l’agriculture, l’exploitation des terres, les carburants et le fonctionnement de nos économies. [...] En unissant nos forces, nous veillerons à ne laisser personne de côté.»

Le sommet a pour but d’élaborer un plan visant à limiter le réchauffement de la planète pour le maintenir sous la barre des 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à tenter de le ramener à 1,5 °C, conformément aux objectifs internationaux officiellement définis dans l’accord de Paris sur le climat. Les preuves scientifiques sont sans équivoque: un réchauffement d’une valeur supérieure à ces seuils aura des effets catastrophiques et irréversibles sur la santé, la prospérité et la vie des habitants de tous les pays.

Votre groupe comprend des dirigeants des grandes industries et entreprises du monde qui alimentent la consommation d’énergie, notamment: les constructeurs automobiles, les compagnies aériennes, le transport maritime et de fret, les fabricants de biens industriels et de consommation, la construction, l’immobilier résidentiel et commercial, les produits de consommation, les technologies de l’information et d’autres grandes entreprises.

Vos priorités politiques sont énumérées ci-dessous. Vous pouvez toutefois endosser ou rejeter toute autre politique qui serait mise sur la table.

1. Maintenir les prix de l’énergie à un niveau peu élevé. Les coûts de production s’accroîtront si les prix de l’énergie augmentent, ce qui rendra les consommateurs moins enclins à acheter vos produits. Maintenez ces prix à un niveau faible en vous opposant aux taxes sur l’énergie et aux prix élevés du carbone, tout en prônant des subventions en faveur de l’énergie. Prenez en compte l’influence sur le coût de l’énergie qu’auront les politiques que d’autres groupes et vous-mêmes proposez.
2. Renforcer l’efficacité énergétique des transports, des bâtiments et de l’industrie. L’efficacité énergétique consiste à utiliser moins d’énergie pour fournir les mêmes services ou produire les mêmes biens. L’augmentation de l’efficacité énergétique augmente parfois les coûts initiaux, mais réduit les coûts d’exploitation, ce qui génère des économies à long terme. Les améliorations de l’efficacité peuvent constituer une option attrayante pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Toutefois, vous vous opposez à des politiques et des règlements qui exigeraient des augmentations considérables de l’efficacité afin d’éviter des changements rapides et coûteux dans vos produits et processus.
3. Étudier l’électrification des transports, des bâtiments et de l’industrie. À l’heure actuelle, l’industrie du transport est très largement dépendante du pétrole pour alimenter nos voitures, camions, navires, trains et avions. En outre, les émissions de GES des bâtiments proviennent principalement de combustibles fossiles brûlés pour le chauffage. Si les transports, le chauffage et l’industrie passaient à l’électricité, ils pourraient à terme être alimentés par des énergies renouvelables, pour autant que ces sources d’électricité soient fiables et moins coûteuses que les énergies fossiles.
4. Encourager les actions qui n’affectent pas directement vos industries. Si vous comprenez que le changement climatique est dangereux, vous devez également protéger les intérêts des actionnaires. Vous préconiserez donc des politiques qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre sans porter préjudice à vos industries. Si le CO2 libéré par l’utilisation de combustibles fossiles contribue le plus au changement climatique, le méthane (CH4), le protoxyde d’azote (N2O) et d’autres gaz sont eux aussi de puissants gaz à effet de serre dont l’incidence s’amplifie. Les pratiques agricoles et sylvicoles mondiales contribuent largement à l’émission de ces gaz. Vous soutenez des politiques visant à réduire ces autres GES, y compris les émissions liées à l’utilisation des terres, à l’agriculture et à la foresterie. Vous soutenez les efforts visant à réduire la déforestation et à planter de nouvelles forêts (boisement).

Observations complémentaires

Les industries que vous représentez se sont développées à une époque où l’énergie ne coûtait pas cher, et vos modèles d’entreprise supposent que les combustibles et l’électricité restent bon marché et abondants. Une augmentation spectaculaire de l’efficacité énergétique nécessiterait des changements culturels substantiels et de nouvelles capacités. Certains de vos principaux membres, notamment les constructeurs automobiles historiques, l’aviation, les transports maritimes et de marchandises, pourraient être affectés par des politiques qui augmentent les prix du carburant. Il est possible que certains n’y survivent pas. Dans d’autres secteurs, la vente des produits économes en énergie permet de dégager des marges importantes et de générer des bénéfices. L’efficacité énergétique réduit non seulement la demande d’énergie, mais peut également améliorer la résilience de la société face aux catastrophes liées au climat. Par exemple, un foyer bien isolé conserve la chaleur même si une tempête frappe les lignes électriques. L’intensité énergétique de l’économie (consommation d’énergie par unité de PIB réel) diminue d’environ 1,3 % par an, ce qui devrait se poursuivre au cours des prochaines décennies. Certains analystes estiment que l’intensité énergétique pourrait diminuer de 5 à 7 % par an (moyennant un certain coût et pas dans toutes les industries).

Certains leaders de votre secteur signalent que de nombreux projets d’efficacité énergétique ont des délais d’amortissement courts et offrent une valeur actuelle nette positive, avec peu de risques. Des mécanismes de financement innovants permettraient de réinvestir les économies réalisées grâce à la réduction des coûts de l’énergie pour financer de nouveaux projets en faveur de l’efficacité énergétique, ce qui rendrait ces projets financièrement attrayants pour les parties prenantes.

Le secteur immobilier est en expansion à un rythme sans précédent, sous l’effet de la croissance de la population mondiale et de l’économie. Au cours des 40 prochaines années, le monde devrait construire 230 milliards de mètres carrés de nouveaux bâtiments, ajoutant chaque semaine l’équivalent de la surface de Paris à la planète. De nouvelles politiques et mesures d’incitation sont nécessaires pour accélérer le développement de l’efficacité énergétique et la production d’électricité à partir de sources d’énergie renouvelables dans le secteur de la construction à l’échelle mondiale et pour moderniser les structures existantes. Les nouveaux bâtiments et la mise à niveau énergétique des bâtiments existants pourraient réduire la consommation d’énergie de 25 à 80 % voire davantage, et les bâtiments à consommation d’énergie quasi-nulle sont désormais à la fois possibles et rentables dans de nombreux domaines. Les industries à forte intensité énergétique, telles que le fer, l’acier et le ciment, sont devenues plus efficaces en déployant de nouveaux équipements et en réutilisant la chaleur résiduelle. Des moteurs et des systèmes de transmission efficaces et bien dimensionnés peuvent générer des économies d’énergie allant de 20 à 25 %. Toutefois, la durée de vie des bâtiments, des véhicules et des infrastructures limite le taux d’amélioration et souligne l’importance des mises à niveau et pas seulement de nouveaux investissements.

Malgré ces possibilités, vous devez être vigilants face à des politiques qui imposeraient de nouveaux coûts à l’exercice des activités commerciales, notamment les hausses importantes du prix de l’énergie dont vous avez besoin. Votre groupe ayant toujours misé sur l’innovation, vous pourriez trouver intéressantes les solutions technologiques permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et vous soutenez les subventions publiques qui créent de nouveaux débouchés commerciaux.

Vous savez que les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent être réduites afin d’éviter les effets les plus graves du changement climatique. L’élévation du niveau de la mer, les conditions climatiques plus extrêmes et les bouleversements géopolitiques qui en découleront représentent des risques graves pour vos chaînes d’approvisionnement, vos clients et votre personnel. La multiplication des dommages causés par le climat accroît également la probabilité de politiques et de réglementations extrêmes qui conduiraient à relever les coûts de l’énergie et nuiraient à vos industries. Si vous agissez pour prévenir les politiques et les règlements qui risquent de pénaliser injustement vos industries, vous devez également chercher à réduire les émissions de gaz à effet de serre et ralentir le changement climatique, de sorte que vous puissiez rester rentable et survivre sur une planète qui se réchauffe. Comme l’a indiqué Paul Polman, PDG d’Unilever, «il n’y a pas de profit sur une planète morte».

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_